

Yves Boquet

## Dynamiques de développement et inégalités régionales en Chine

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

**revues.org**

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Yves Boquet, « Dynamiques de développement et inégalités régionales en Chine », *Espace populations sociétés* [En ligne], 2009/3 | 2009, mis en ligne le 01 décembre 2011, consulté le 13 octobre 2012. URL : /index3767.html

Éditeur : Université des Sciences et Technologies de Lille

<http://eps.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : /index3767.html

Ce document est le fac-similé de l'édition papier.

© Tous droits réservés

Yves BOQUET

Département de Géographie  
 Université de Bourgogne  
 Campus Universitaire  
 2, Boulevard Gabriel  
 21000 DIJON  
 yves.boquet@u-bourgogne.fr

# Dynamiques de développement et inégalités régionales en Chine

La Chine connaît depuis 25 ans un rythme de croissance exceptionnel qui l'a mise au rang des plus grandes puissances économiques du monde. Pourtant, derrière la brillante façade des gratte-ciel de Shanghai et des J.O. de Pékin, les campagnes chinoises connaissent depuis quelques années des révoltes paysannes [Lin, 2009, p. 3], étouffées policièrement et médiatiquement par le pouvoir en place, mais qui sont le révélateur d'inégalités croissantes entre les villes côtières aspirant au statut de villes mondiales, et des espaces délaissés où vivent la moitié

des Chinois. La Chine d'aujourd'hui est en effet caractérisée par l'inégalité des hommes et des régions [Lu & Wang, 2002 ; Sanjuan, 2007 ; Fan & Sun, 2008 ; Wei & Ye, 2009]. Les indicateurs internationaux d'inégalité (coefficient Gini, indicateur R/P du revenu des 10% les plus riches par rapport au 10% les plus pauvres) montrent (tableau 1) que la Chine est aujourd'hui, à l'exception de la Malaisie, le pays d'Asie aux plus forts écarts de revenus, même si les extrêmes y sont moins prononcés qu'en Afrique ou en Amérique latine.

**Tableau 1. Indicateurs internationaux d'inégalité de revenus**

	Indice Gini	Comparaison Déciles (R/P)
<i>Afrique du Sud</i>	0,578	33,1
<i>Brésil</i>	0,570	51,3
Malaysia	0,492	22,1
<b>Chine</b>	<b>0,469</b>	<b>21,6</b>
Philippines	0,445	15,5
Hong Kong	0,434	17,8
Singapour	0,425	17,7
Thaïlande	0,420	12,6
<i>États-Unis</i>	0,408	15,9
Inde	0,368	8,6
Vietnam	0,344	6,9
Indonésie	0,343	7,8
Mongolie	0,328	8,2
<i>France</i>	0,327	9,1
Corée du Sud	0,316	7,8
Japon	0,249	4,5
<i>Danemark</i>	0,247	8,1

Source : PNUD.

On observe des inégalités dans le développement industriel et urbain, des inégalités de revenus entre villes et campagnes et entre régions littorales et régions intérieures. Depuis 1978, la “politique de la porte ouverte”, la création des Zones Économiques Spéciales et l’ouverture de 14 villes côtières, en particulier au Guangdong et au Fujian, bénéficiant d’avantages fiscaux substantiels, puis, après 1990, la priorité aux grandes villes de rang international (Shanghai, Pékin) ont favorisé le développement des régions métropolitaines de la façade orientale de la Chine.

La dégradation de l’écart de revenus entraîne de forts risques de déstabilisation sociale, se manifestant aussi par un flux massif de travailleurs migrant des régions rurales pauvres vers les grandes métropoles littorales. Dans ce pays où a longtemps dominé une idéologie maoïste visant à l’abolition des différences

villes-campagnes, cela impose au gouvernement chinois une réflexion sur les politiques à mener pour diminuer ces disparités spatiales porteuses de danger pour l’équilibre même de la Chine. Les sixième et septième plans (1983-1991) ont cherché à favoriser la croissance dans les régions littorales au détriment de l’équilibre du territoire avec l’espoir que le développement économique se diffuserait progressivement vers les régions intérieures de la Chine [Fan, 1997 ; Brun, Combes & Renard, 2002]. La Chine était conçue comme un pays aux rythmes de développement différés d’une “ceinture” à l’autre, chaque région gravissant en son temps les barreaux d’une échelle du développement [Fan, 1995]. Aujourd’hui, les dirigeants chinois mènent des politiques spécifiques de développement régional pour les régions laissées pour compte de la nouvelle prospérité nationale.

---

## 1. LE CONSTAT DES DISPARITÉS ET DES INÉGALITÉS

Tous les auteurs travaillant sur la Chine ont reconnu depuis longtemps de profondes différences entre les régions d’un pays aussi vaste (9,6 millions de km<sup>2</sup>). Entre l’Est et l’Ouest, approximativement de part et d’autre d’une diagonale SSO-NNE de Tengchong (Yunnan) à Aihui (Heilongjiang), les différences sont énormes à de nombreux égards : densités de population, climat, agriculture/élevage, relief, infrastructures de transport, Chine des Han / Chine des minorités ethniques non chinoises. Aux inégalités de peuplement (Ouest vide, Est plein) s’ajoutent des disparités anciennes dans l’accessibilité (faible équipement ferroviaire et routier de l’Ouest, enclavement de certaines provinces handicapées par leur relief : Sichuan, Guizhou, Yunnan). Les liaisons aériennes, qui permettent de s’affranchir des contraintes de relief, restent concentrées dans l’Est du pays. Au sein de la Chine orientale, une opposition secondaire Nord/Sud est également bien perceptible : hivers froids au Nord, doux au Sud, sécheresse du Nord, humidité méridionale, Chine du blé et Chine du riz, cœur des anciens empires chinois et régions sinisées plus tardivement, plaines du Nord et collines

du Sud, chinois “mandarin” et dialectes du Sud (cantonais, hakka, minnan). Cette double opposition binaire garde une partie de sa pertinence, mais on préfère aujourd’hui un découpage de la Chine en trois grands ensembles régionaux [Gentelle, 2000 ; Sanjuan, 2007] qui tire sa pertinence des effets de l’ouverture récente du pays à l’économie mondiale :

- une façade littorale, qui a été le lieu de l’ouverture maximale de la Chine depuis 20 ans,
- un intérieur chinois plus pauvre, qui a bénéficié de la période maoïste (industrialisation lourde, complexe militaro-industriel du “Troisième Front”, loin de la menace américaine et de la menace soviétique [Naughton, 1988], mais souffre aujourd’hui du déclin de l’économie étatisée,
- un Ouest chinois qui est une réserve d’espace et de ressources, mais aussi une région politiquement instable.

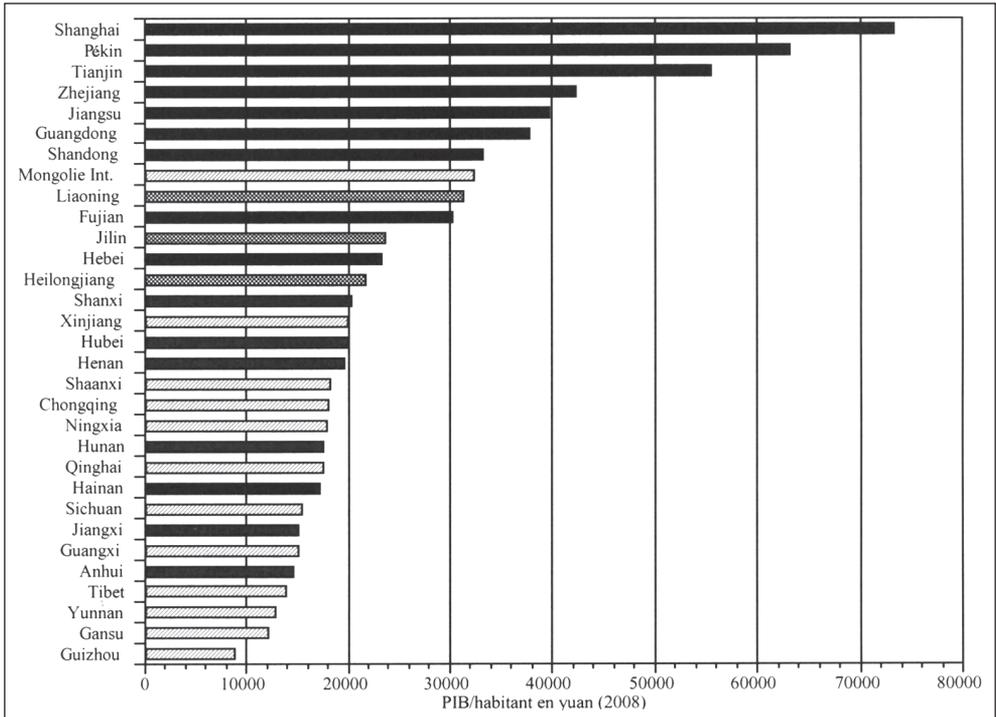
La Chine s’est ouverte au monde, mais il y a un monde de différences entre Shanghai ou Pékin et les campagnes du Guizhou ou du Shanxi !

### 1.1. Provinces riches et provinces pauvres

La majorité des données statistiques disponibles<sup>1</sup> montrent clairement des disparités fortes – et croissantes – entre les provinces chinoises, opposant des provinces “riches” littorales à des provinces “pauvres” de l’intérieur [Jones, Li & Owen, 2003 ; Huang, Kuo & Kao, 2003]. Un indicateur de base, aisément disponible, est le PIB par habitant, calculé au niveau des provinces chinoises. La figure 1 montre un écart très malsain de 8,3 pour 1 entre la province

“la plus riche” (Shanghai), dont le PNB/tête s’élève à 73 124 yuans en 2008 (soit 10 537 dollars américains en valeur nominale), et la plus pauvre, le Guizhou, où le chiffre n’est que de 8824 yuans (1271 dollars). De façon générale, les provinces de la façade orientale maritime de la Chine ont les valeurs les plus élevées, celles de l’Ouest (Guizhou, Gansu, Yunnan, Tibet) les plus basses. On enregistre des chiffres intermédiaires dans les provinces centrales (Hunan, Shanxi) et dans le Nord-Est.

Figure 1. Le PIB/habitant dans les provinces chinoises



Source : National Bureau of Statistics of China.

L’opposition entre régions, manifeste à l’échelle des provinces, est plus nuancée lorsque l’analyse est affinée aux échelons subalternes des préfectures et comtés au sein des provinces [Lyons, 1998 ; Yu & Wei, 2003 ; Curran, Funke & Wang, 2007] : tout d’abord, il existe des poches de relative prospérité dans les régions de l’intérieur, en particulier autour des capitales provinciales, souvent dotées d’universités et de centres de

recherche, comme à Xi’an, Chengdu, Chongqing ou Wuhan pour ne citer que les plus grandes. Les régions du Nord-Ouest, entre Lanzhou et Ürümqi, ont des résultats statistiques assez positifs. D’autre part, la prospérité des régions littorales doit être nuancée [Wei & Fan, 2000], elle est nettement atténuée dès qu’on s’écarte des grandes aires métropolitaines et qu’on se retrouve dans les villages de paysans-pêcheurs.

<sup>1</sup> Longtemps rares, elles demeurent sujettes à caution, bien que désormais soient publiés chaque année de

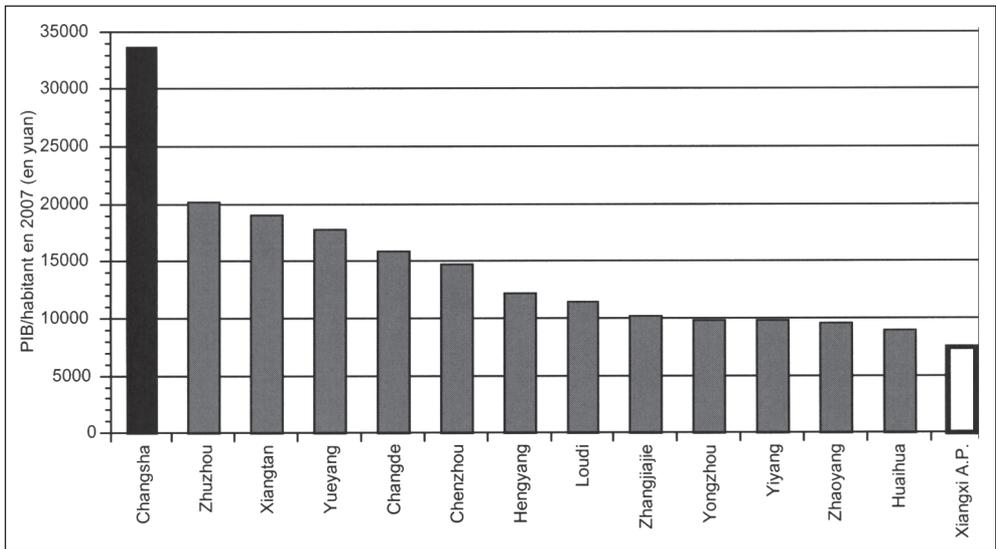
copieux volumes à l’échelle de la nation et des provinces [Holz & Lin, 2001 ; Giroir, 2005].

Ainsi, dans le riche Zhejiang, l'écart entre les préfectures de Hangzhou (70 832 yuans) et celle de Lishui (22 053 yuans) est de l'ordre de 3,2 pour 1 en 2007. Dans le pauvre Guizhou, le PIB/tête de la préfecture de Guiyang (19 564 yuans) est 4,5 fois plus élevé que dans la préfecture autonome Qiandongnan des minorités Dong et Miao (4390 yuans). L'écart est même supérieur (4,6) au Shaanxi entre les préfectures de Xi'an (26 259 yuans) et Shangluo (5695 yuans) ou dans le Gansu (6) entre Lanzhou (22 325 yuans) et la préfecture autonome Hui de Linxia (3712 yuans). Les contrastes sont en général plus marqués dans les régions intérieures, alors que l'écart est moins fort dans les régions côtières plus développées, comme le Jiangsu, où la dif-

fusion industrielle dans les campagnes de l'arrière-pays shanghaien a permis d'élever notablement le niveau de vie des ruraux.

Au centre de la Chine, le Hunan, grenier à riz du pays, province natale de Mao Zedong, présente une structure assez classique de hiérarchie du PIB/tête (figure 2), avec des déséquilibres un peu moins marqués que dans d'autres provinces, mais la capitale provinciale Changsha se dégage largement (33 711 yuans), alors que le chiffre le plus faible est enregistré dans la préfecture autonome des minorités Tujia et Miao de Xiangxi (7445 yuans), pour un ratio de 4,5. Le tableau est comparable dans le Hubei (Wuhan : 37 904 yuans, préfecture autonome Tujia et Miao d'Enshi : 6039, ratio : 6,3)

Figure 2. PIB/habitant dans les préfectures du Hunan en 2007



Source : Profiles of China provinces, cities and industrial parks, Hong Kong Trade Development Council, <http://www.hktcdc.com/info/mi/a/mpcn/en/1X06BOQA/1/Profiles-Of-China-Provinces-Cities-And-Industrial-Parks/China-Cities-Provinces.htm>.

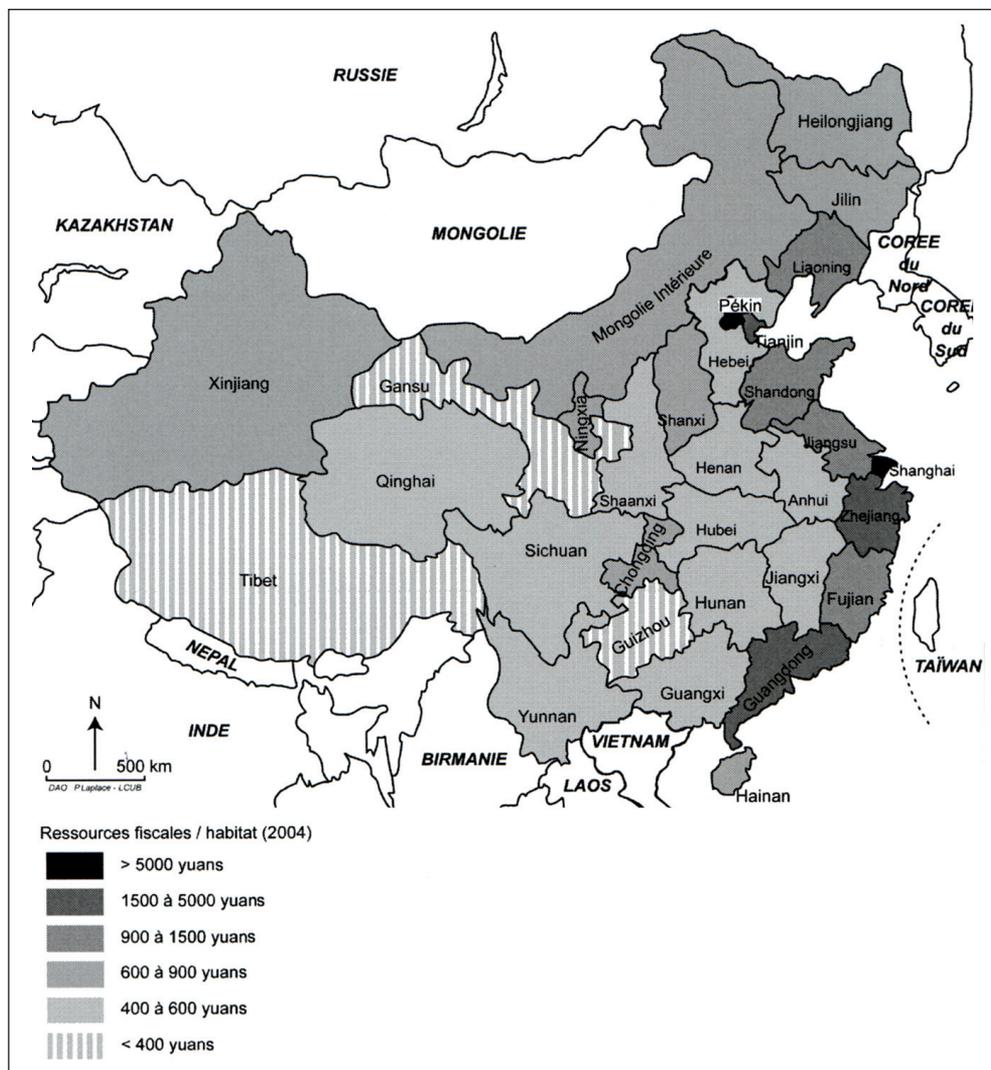
Dans ce même Hunan, on observe un déséquilibre fort entre la capitale régionale, Changsha, et le reste du territoire provincial, en ce qui concerne le dynamisme commercial. La préfecture de Changsha n'abrite en 2007 que 10,3% de la population du Hunan, mais on y réalise 31,6% du volume des ventes au détail : un résident de Changsha a dépensé en moyenne 15 954 yuans en biens de consommation en 2007, alors que dans la 2<sup>ème</sup> préfecture, Zhuzhou, le montant n'est que 6526 yuans, et qu'il

tombe à 2588 yuans à Zhaoyang (6,2 fois moins qu'à Changsha). Au Guizhou, la capitale Guiyang (9,6% de la population provinciale) réalise 33,9% des ventes, avec 7750 yuans par personne contre 753 yuans dans la préfecture de Bijie (ratio 10 à 1). Mais un Pékinois dépense 3 fois plus (23 270 yuans) et un Cantonais (25 950 yuans) encore davantage. L'écart apparent de consommation est de 40 à 1 entre Ningbo [Zhejiang, 30 441 yuans/an] et la préfecture de Bijie !

La carte 1, qui représente le montant des ressources fiscales des provinces en 2004, rapportées au nombre d'habitants, est une autre illustration éloquente des déséquilibres spatio-économiques contemporains en Chine. On distingue clairement un liseré de provinces littorales, du Guangdong au Sud au Liaoning au Nord qui disposent de ressources nettement supérieures aux provinces voisines en retrait de la côte. Les contrastes entre Guangdong et Guangxi, Fujian et Jiangxi, Zhejiang et Anhui, Shandong et Henan sont clairs. Dans l'ancienne Mandchourie, le Liaoning est plus riche que le Jilin. Pékin et Shanghai, villes au

statut de province, disposent des ressources les plus élevées. Ce sont aussi les deux plus grandes villes du pays. Les recettes fiscales par habitant, qui reflètent à la fois les prélèvements sur les bénéficiaires des entreprises - et donc le dynamisme économique - et l'impôt sur le revenu - soit la prospérité des foyers chinois -, mettent en exergue la faiblesse de provinces d'accès difficile comme le Guizhou, le Tibet ou le Gansu. Le Heilongjiang, la Mongolie intérieure et le Xinjiang représentent une exception à cette dégradation des régions côtières vers l'intérieur, du fait de leurs ressources en matières premières, pétrole et charbon.

Carte 1. Ressources fiscales par habitant dans les provinces chinoises en 2004



## 1.2. Provinces agricoles et provinces industrielles

Le tableau 2, qui présente la structure de l'emploi selon les grands secteurs définis par Colin Clark, confirme le décalage entre provinces littorales et provinces de l'intérieur chinois. Ces catégories, certes contestées aujourd'hui du fait de la diversité et de l'amplitude acquise par le secteur tertiaire (plus de 70% des emplois) dans les économies "post-industrielles" des pays occidentaux à l'agriculture performante ne comptant qu'un pourcentage infime d'exploitants de la terre, restent un moyen commode de différencier les régions dans un pays en développement comme la Chine qui reste une grande nation paysanne en même temps qu'elle modernise rapidement son industrie.

Le secteur primaire, qui emploie surtout des paysans et des pêcheurs, les deux catégories n'étant pas forcément distinctes en Chine du Sud, occupe encore près de la moitié de la population chinoise prise dans son ensemble (45%). Dans plusieurs provinces le pourcentage dépasse largement la moitié, essentiellement dans le centre et l'Ouest de la Chine :

Yunnan 69%, Tibet 62%, Guizhou 58%, Hainan 57%, Gansu 57%, Guangxi 56%, Mongolie intérieure 54%, Henan 55%, Hunan 54%, Xinjiang 53%. Il s'agit à la fois de provinces désertiques où vivent des éleveurs et des paysans d'oasis (Xinjiang, Gansu, Mongolie, Tibet), de provinces montagneuses dans le Sud-Ouest, où les paysans ont développé des trésors d'ingéniosité pour aménager des terrasses rizicoles sur les versants (Yunnan, Guizhou, Guangxi), et de plaines céréalières où vivent des dizaines de millions de paysans soumis aux caprices des grands fleuves (Henan, Hunan). Cette Chine paysanne s'oppose à celle des régions côtières. Les grandes villes (Pékin, Shanghai, Tianjin) y comptent encore quelques paysans du fait d'un découpage administratif englobant des territoires ruraux au sein des municipalités, mais ils ne constituent que 7% des emplois à Pékin et Shanghai, et 19% à Tianjin. Les taux d'emploi agricole sont également beaucoup plus faibles que la moyenne nationale dans des provinces comme le Jiangsu et le Zhejiang à proximité de Shanghai, ainsi qu'au Fujian et au Guangdong.

**Tableau 2. Structure de l'emploi dans les provinces chinoises en 2006**

	Secteur primaire	Secteur secondaire	Secteur tertiaire
Chine entière	45%	24%	31%
Anhui	51%	22%	27%
Chongqing	45%	22%	33%
Fujian	38%	31%	31%
Gansu	57%	14%	29%
Guangdong	33%	31%	36%
Guangxi	56%	11%	33%
Guizhou	58%	10%	32%
Hainan	57%	11%	32%
Hebei	45%	30%	25%
Heilongjiang	48%	21%	31%
Henan	55%	22%	23%
Hubei	42%	20%	38%
Hunan	54%	17%	29%
Jiangsu	28%	38%	34%
Jiangxi	46%	22%	32%
Jilin	48%	18%	34%
Liaoning	36%	26%	38%
Mongolie Int.	54%	16%	30%
Ningxia	49%	22%	29%
Pékin	7%	25%	68%
Qinghai	49%	17%	34%
Shaanxi	51%	18%	31%
Shandong	40%	31%	29%
Shanghai	7%	39%	54%
Shanxi	44%	26%	30%
Sichuan	51%	18%	31%
Tianjin	19%	41%	40%
Tibet	62%	9%	29%
Xinjiang	53%	13%	34%
Yunnan	69%	10%	21%
Zhejiang	25%	42%	33%

Source : China Statistical Yearbook 2007.

Le secteur secondaire, qui reflète assez fidèlement le développement industriel, présente ce même contraste saisissant côte/intérieur. Si un Chinois sur quatre (24%) travaille dans le secteur industriel, les pourcentages sont nettement plus élevés le long de la façade littorale : Zhejiang 42%, Tianjin 41%, Shanghai 39%, Jiangsu 38%, Shandong, Guangdong et Fujian 31%. Ils sont, au contraire, nettement plus faibles dans les provinces de l'intérieur : Tibet 9%, Yunnan 10%, Guizhou 10%, Guangxi 11%, Xinjiang 13%, Gansu 14%, ainsi que sur l'île tropicale agricole et touristique de Hainan (11%).

C'est dans le secteur tertiaire que les différences semblent les moins affirmées. Dans la majorité des provinces, les valeurs ne sont pas très éloignées de la moyenne nationale 31%, ainsi le Guizhou et le Jiangxi (32%) ne sont pas loin du Guangdong (36%) et même au-dessus du Fujian (31%). Cependant le très rural Yunnan, peu industrialisé, n'a que 21% d'emplois dans le secteur tertiaire. À l'inverse, les deux grandes métropoles d'envergure internationale, Shanghai (54%) et surtout Pékin (68%) sont maintenant en majorité des villes du secteur tertiaire, ce qui, dans le cas de Pékin, peut aussi s'expliquer par l'importance du secteur administratif d'État lié à sa fonction de capitale de la Chine populaire.

La structure générale de l'emploi, bien que l'agrégation au niveau provincial puisse masquer des différences majeures d'un lieu à l'autre, confirme assez nettement ce qu'indiquait déjà le revenu fiscal par tête : l'opposition entre des provinces côtières, plus riches, plus industrialisées, et des provinces intérieures, plus pauvres, plus rurales, les deux têtes de la Chine, Pékin et Shanghai, affichant, quant à elles, un profil plus tourné vers le tertiaire, avec des ressources plus élevées qu'ailleurs. On notera cependant que leur individualisation au niveau provincial, comme celle de Tianjin, peut indûment mettre en exergue leur spécificité en cachant des profils assez comparables pour de grandes villes de type Guangzhou (Canton) ou Qingdao, qui ne sont pas individualisées au sein de leurs provinces respectives, le Guangdong et le Shandong.

### 1.3. Les disparités villes-campagnes

Le tableau 3, également issu de l'annuaire statistique de la République Populaire de Chine,

permet d'affiner l'examen des disparités en introduisant, au sein des provinces, des données relatives au revenu annuel moyen par habitant, en ville d'une part, à la campagne d'autre part. La distinction ville-campagne est importante du fait du statut des résidents, qui disposent d'un permis de résidence (*hukou*) leur assignant théoriquement un habitat en ville ou en milieu rural [Chan & Buckingham, 2008 ; Fan, 2008 ; Chan, 2009]. L'obtention d'un permis de résidence en ville est, surtout si on l'obtient quand on est encore jeune, un puissant moteur d'ascension sociale. Les personnes obtenant tardivement un permis de résidence urbain ont un niveau d'éducation plus faible, sont moins bien soignées, ont plus de mal à trouver un emploi [Liu, 2005].

Même s'il ne permet pas de prendre en compte le coût de la vie, plus faible en zone rurale, ce tableau est particulièrement significatif car il montre trois phénomènes concomitants : un net déséquilibre ville-campagne, une disparité régionale et, enfin, un ratio de plus en plus déséquilibré de la côte vers l'intérieur.

Les revenus des résidents urbains chinois étaient en moyenne 3,55 fois plus élevés que ceux des résidents ruraux en 2006. Cet écart tend à s'accroître d'année en année : de 1,7 en 1984, il est passé à 2,3 en 1992, 2,8 en 2000, 3,2 en 2004. Certes, les revenus des paysans se sont nettement accrus depuis 25 ans, mais moins vite que ceux des urbains, ce qui peut être source de frustrations dans les campagnes, d'autant que l'écart se creuse plus rapidement durant la décennie 2000. Le tableau montre, d'autre part, une disparité régionale recoupant largement celle évoquée précédemment. Les revenus sont nettement plus élevés, tant en ville qu'à la campagne, dans les provinces littorales que dans les provinces intérieures.

Sans grande surprise, les revenus urbains les plus élevés sont observés à Shanghai (22 809 yuans) et Pékin (22 417), devant les provinces littorales de Zhejiang (19 954), Guangdong (17 726), Tianjin (15 476), Jiangsu (15 249). Ils sont les plus faibles dans les provinces les plus éloignées de la côte : Gansu (9586), Guizhou (9721), Qinghai (9803), Shaanxi (9938), Tibet (9540), Xinjiang (9689). Le ratio entre les deux extrêmes, Shanghai et Gansu, n'est que 2,37, ce qui semble indiquer un niveau de disparité modéré entre les

**Tableau 3. Revenu moyen par habitant dans les provinces chinoises en 2006**  
(exprimé en yuans - renminbi (1000 yuans = 104 euros au 30-6-2009))

	Villes	Campagnes	Ratio ville/campagne
Chine entière	12720	3587	3,55
Anhui	10575	2969	3,56
Chongqing	12549	2874	4,37
Fujian	15102	4835	3,12
Gansu	9586	2134	4,49
Guangdong	17726	5080	3,49
Guangxi	10624	2770	3,84
Guizhou	9439	1984	4,76
Hainan	10082	3256	3,10
Hebei	10887	3802	2,86
Heilongjiang	9721	3552	2,74
Henan	10339	3261	3,17
Hubei	10533	3419	3,08
Hunan	11147	3389	3,29
Jiangsu	15249	5813	2,62
Jiangxi	10014	3459	2,90
Jilin	10245	3641	2,81
Liaoning	11230	4090	2,75
Mongolie Int.	10811	3342	3,23
Ningxia	10002	2760	3,62
Pékin	22417	8275	2,71
Qinghai	9803	2358	4,16
Shaanxi	9938	2260	4,40
Shandong	13223	4368	3,03
Shanghai	22809	9139	2,50
Shanxi	10794	3181	3,39
Sichuan	10117	3002	3,37
Tianjin	15476	6228	2,48
Tibet	9540	2434	3,92
Xinjiang	9689	2737	3,54
Yunnan	10848	2250	4,82
Zhejiang	19954	7335	2,72

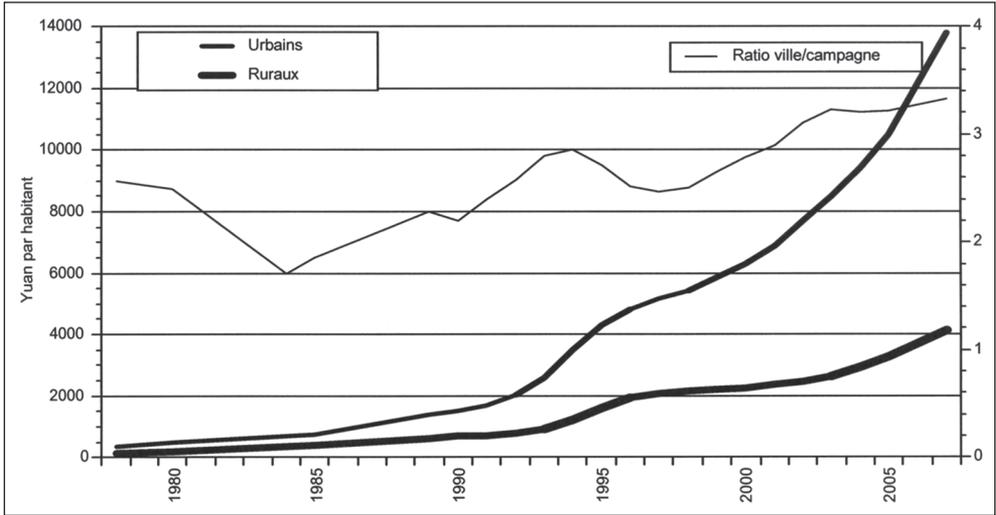
Source : China Statistical Yearbook 2007.

résidents urbains des diverses provinces. On constate d'ailleurs que des formes comparables de modernité sont apparues dans les capitales régionales de toutes les provinces (centres commerciaux, gratte-ciel, autoroutes urbaines).

Le contraste est plus fort dans les espaces ruraux. À nouveau, c'est à Shanghai que les résidents "ruraux" ont le meilleur niveau de vie (revenu annuel moyen 9139 yuans, soit presque autant que les urbains du Gansu ou du Guizhou), devant ceux de Pékin (8275), du Zhejiang (7335), de Tianjin (6228), du Jiangsu (5813), du Guangdong (5080). À l'opposé, les paysans les plus pauvres sont ceux du Guizhou (1984), du Gansu (2134), du Yunnan (2250), du Shaanxi (2260), du Qinghai (2358) et du Tibet (2434), encore que l'on soit autorisé à douter des chiffres concernant cette province. Le déséquilibre interprovincial est beaucoup plus fort que pour les urbains. Le ratio Shanghai/Guizhou est, en effet, de 4,60 : un rural de la banlieue de Shanghai a un revenu près de 5 fois supérieur à celui d'un paysan du Guizhou. C'est bien

entre les campagnes que les disparités spatiales semblent aujourd'hui les plus marquées. L'écart entre les urbains de Shanghai et les ruraux du Guizhou est aujourd'hui loin de l'idéal égalitaire maoïste : un Shanghaien dispose d'un revenu qui est en moyenne 11,5 fois celui d'un paysan de la province du Sud-Ouest, la plus pauvre de Chine. Le contraste villes-campagnes est particulièrement élevé dans les régions intérieures et moins perceptible dans les régions côtières. Les plus fortes différences de revenu entre urbains et ruraux sont en effet enregistrées dans l'Ouest et le Sud-Ouest de la Chine (Yunnan 4,82, Guizhou 4,76, Gansu 4,49, Shaanxi 4,40, Chongqing 4,37, Qinghai 4,16, Tibet 3,92) et les plus faibles dans les provinces littorales (Tianjin 2,48, Shanghai 2,50, Jiangsu 2,62, Pékin 2,71, Zhejiang 2,72). Ce décalage entre revenus des urbains et des ruraux s'accroît d'année en année [Yao, Zhang & Feng, 2005] : de 1,71 en 1984, le rapport entre revenu moyen des ménages urbains et revenu moyen des ménages ruraux est passé en 2007 à 3,33 (figure 3).

Figure 3. Évolution du revenu moyen des urbains et des ruraux en Chine, 1978-2007



Source : Annuaire Statistique de la République Populaire de Chine.

Les divergences sont marquées jusque dans des domaines comme l'alimentation, où l'on constate une évolution beaucoup plus rapide des citoyens chinois vers un mode de consommation occidentalisé (tableau 4). Même si la transition vers un régime moins

basé sur les céréales, mais plus riche en viande et en laitages est perceptible dans les deux types de cadre de vie, il est clair que le rythme d'adaptation à des standards internationaux est beaucoup plus précoce (viande) ou affirmé (lait) en ville.

**Tableau 4. Consommation alimentaire par an et par habitant en ville et à la campagne, 1980-2005**

	Villes	Campagnes
Produits à base céréalière	1980 : 145 kg 1990 : 131 kg 2000 : 82 kg 2006 : 76 kg	1980 : 257 kg 1990 : 262 kg 2000 : 250 kg 2006 : 206 kg
Viande (porc, boeuf, mouton)	1980 : 18,7 kg 1990 : 21,8 kg 2006 : 23,8 kg	1980 : 7,7 kg 1990 : 11,3 kg 2006 : 17,1 kg
Lait	1980 : 4 litres 1990 : 4,6 litres 2000 : 11,6 litres 2006 : 18,3 litres	1980 : 0,7 litre 1990 : 1,1 litre 2000 : 1,1 litre 2006 : 3,2 litres
Fruits	1990 : 41,1 kg 2000 : 58,1 kg 2006 : 60,2 kg	1980 : 3 kg 1990 : 5,9 kg 2000 : 18,3 kg 2006 : 19,1 kg
Légumes	1980 : 152 kg 1990 : 139 kg 2000 : 115 kg 2006 : 118 kg	1980 : 127 kg 1990 : 135 kg 2000 : 112 kg 2006 : 101 kg

Source : ERS/USDA Data China Agriculture and Economic Data.  
<http://www.ers.usda.gov/Data/China/NationalForm.aspx>.

Ces données statistiques sont convergentes. Elles pourraient être confirmées par d'autres données socio-économiques portant sur le niveau d'éducation, la santé, l'équipement des foyers, mais aussi le niveau des investissements, la densité du réseau de transports. Ces inégalités, que l'on pourrait trop facilement attribuer à de seuls facteurs physiques (montagnes et

déserts défavorisés par un déterminisme excessif) ou plus politiquement à un mépris des autorités chinoises pour les régions peuplées de minorités ethniques (Tibétains, Ouïgours du Xinjiang, Miao ou Dong du Guizhou, Yi du Yunnan) sont en fait liées essentiellement à la stratégie de développement économique chinoise entreprise depuis un quart de siècle.

---

## 2. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET INÉGALITÉS HUMAINES ET SPATIALES

Les stratégies de développement territorial et humain en Chine ont bien évolué depuis 1949. Dans les années 1950 (période soviétique), la priorité était au développement de grands pôles industriels dans l'intérieur du pays (Xi'an, Wuhan, Chongqing, Chengdu) pour corriger les déséquilibres territoriaux hérités de la période semi-coloniale (traités inégaux infligés à l'Empire déclinant de la dynastie mandchoue des Qin, "ouverture" de ports comme Shanghai où se concentre l'activité économique). Puis eurent lieu des épisodes répétés d'utopies hyper-égalitaristes comme lors du "Grand Bond en Avant" (1958) ou de la "Grande Révolution Culturelle Proletarienne", accompagnés du slogan "compter sur ses propres forces" qui s'appliquait aussi aux régions et aux districts. Les villes étaient dotées d'auréoles agricoles assurant leur subsistance alimentaire, les communes populaires rurales, "marchant sur les deux jambes" devaient produire l'outillage nécessaire aux activités agricoles. Le choix fut alors celui de la diffusion maximale de l'activité productive dans les petites villes et les campagnes, dans un effort idéologique d'égalité absolue des territoires en autosuffisance et de dissolution du clivage ville-campagne (ateliers ruraux, retour aux champs des diplômés, politique anti-urbaine). Le discours maoïste prônait l'effacement des différences ouvriers/paysans, manuels/intellectuels, voire hommes/femmes. Il en était résulté un espace chinois peu différencié autrement que par les contraintes naturelles guidant l'agriculture. Les équipements industriels étaient dispersés à travers le pays. La pauvreté y était assez uniforme.

Successeur de Mao en 1977, Deng Xiaoping oriente au contraire le pays vers une réouverture au monde, qui survient en même temps que se développe la mondialisation économique reposant sur la division internationale du travail et l'investissement de capitaux à travers la planète. Les effets sur la Chine sont considérables : les régions littorales sont privilégiées et les campagnes pauvres de l'intérieur fournissent une main-d'œuvre bon marché aux provinces côtières, dans les usines urbaines ou les ateliers villageois autorisés par les réformes de l'économie rurale. Cette ouverture entraîne des inégalités spatiales fortes dans le rythme de développement économique, des disparités croissantes de prospérité entre les régions chinoises et suscitent l'essor de puissants mouvements de migration interne.

**2.1. La stratégie d'ouverture de la Chine**  
S'inspirant du succès des Nouveaux Pays Industriels asiatiques (Corée du Sud, Singapour, Taiwan) qui avaient bâti leur essor économique sur des zones franches portuaires et l'ouverture aux capitaux extérieurs, Deng Xiaoping et son entourage ont décidé dès 1980 d'ouvrir 4 Zones Économiques Spéciales (ZES) sur le littoral chinois. Trois sont situées dans la province méridionale du Guangdong, à Shenzhen (aux portes de Hong Kong, alors territoire britannique), Zhuhai (voisine de la portugaise Macao) et Shantou. La quatrième est à Xiamen, un port du Fujian. Ces ZES peuvent accueillir des investissements directs de l'étranger, principalement dans le secteur manufacturier. Les plus gros investissements, dès le départ, sont ceux en provenance de Hong Kong, dont le territoire exigu trouve un espace commode

de déploiement des ateliers industriels à Shenzhen, paisible zone agricole devenue une métropole de 7 millions d'habitants.

Le succès des ZES dans l'accueil de capitaux et le dynamisme manufacturier incitent le gouvernement chinois à élargir son offre dès 1984 avec l'ouverture de 14 villes côtières tout au long de la façade littorale chinoise (du nord au sud : Qinhuangdao, Dalian, Tianjin, Yantai, Qingdao, Lianyungang, Nantong, Shanghai, Ningbo, Wenzhou, Fuzhou, Guangzhou, Zhanjiang, Beihai). En 1985, l'ensemble du delta de la Rivière des Perles au Guangdong et la région du bas Yangzi autour de Shanghai dans les provinces de Jiangsu et Zhejiang sont déclarés ouvertes aux IDE (Investissements Directs Étrangers). En 1988 ce sont les péninsules du Liaodong (province de Liaoning, autour de Dalian) et du Shandong puis l'île de Hainan devient à son tour ZES, tournée vers le tourisme dans l'espoir de créer un Hawaï chinois, avant qu'en 1990 le gouvernement chinois ne lance la ZNP, Zone Nouvelle de Pudong, au sein de la municipalité de Shanghai.

L'ouverture progressive de la Chine, qui se produit dans la décennie 1980, se limite aux espaces littoraux, tournés vers les pays voisins, Japon, Corée, Taïwan, dotés d'équipements portuaires qui continuent à se développer de nos jours comme en atteste l'extraordinaire ascension des ports chinois, parmi les plus importants du monde aujourd'hui. Les espaces qui ont le plus bénéficié de cette ouverture sont le Guangdong et la région de Shanghai, qui concentrent environ les deux tiers des IDE en Chine, devenue le premier récepteur mondial d'investissement étrangers, avant les États-Unis. C'est principalement de ces régions côtières que proviennent les produits "*made in China*", textiles, chaussures, jouets, électronique, qui occupent une place grandissante sur les marchés mondiaux. Le Shandong, proche de la Corée et du Japon a lui aussi reçu des investissements massifs en 2007, ainsi que les deux grandes villes du Nord, Pékin et Tianjin. Par contre, les régions de l'intérieur ont été délaissées. Les figures 4a, 4b, 4c, respectivement montant total, valeur par habitant, et montant au km<sup>2</sup>, indiquent aisément l'ampleur des disparités entre les régions chinoises touchées par la mondia-

lisation et celles qui n'en perçoivent que des échos bien lointains (Tibet, Mongolie intérieure, Ningxia, Guizhou...).

Le montant des investissements est un des facteurs essentiels des déséquilibres constatés aujourd'hui entre provinces (figures 4 a et b), et au sein des provinces. En 2007, dans un Guizhou bien peu investi par les capitaux extérieurs, les IDE par habitant s'élevaient à 22 dollars par habitant à Guiyang, qui concentrait 64% du total de la province, où aucun argent extérieur n'a été investi dans certaines préfectures. Quand il y en a eu, les montants sont infimes : 3 dollars par personne à Liupanshui !

Les régions intérieures sont complètement absentes de ces dynamiques d'ouverture jusqu'en 1992, lorsque le gouvernement chinois autorise l'ouverture des capitales provinciales, de certaines villes frontalières et des principaux centres de la vallée du Yangzi. Ce choix politique d'ouverture sélective de l'espace chinois aux capitaux étrangers conduit à des concentrations remarquables des flux d'IDE non côtiers vers les grandes villes provinciales dans l'intérieur chinois : 45% des IDE du Hunan se dirigent vers Changsha, 74% à Chengdu pour le Sichuan, 76% à Kunming pour le Yunnan, 82% à Wuhan pour le Hubei, 92% à Xi'an pour le Shaanxi ! Aujourd'hui, elles bénéficient donc d'investissements étrangers, par exemple dans la filière automobile avec Citroën à Wuhan, mais l'avantage acquis par les espaces côtiers demeure considérable. Le Fujian, littoral, voit l'essentiel des IDE s'investir dans ses deux préfectures maritimes de Xiamen (32%) et Fuzhou (42%). Au Jinan, Qingdao, sur la côte, en accueille 7 fois (35% du total provincial) plus que la capitale provinciale Jinan (5%).

## 2.2. Inégalités au sein d'une province de développement rapide : le Guangdong

La Zone Économique du Delta de la Rivière des Perles (carte 2), qui englobe 7 districts de la province du Guangdong (Guangzhou, Shenzhen, Dongguan, Foshan, Zhongshan, Zhuhai, Jiangmen) et une partie de deux autres (Huizhou et Zhaoqing) ne couvre que 0,4% de la superficie de la Chine, avec 3,5% de sa population, mais réalisait 9,9% du PIB national et surtout 28,9% du commerce extérieur du pays en 2005.

Figure 4 a. Montant total des I.D.E. utilisés dans les provinces chinoises en 2007, en millions de dollars

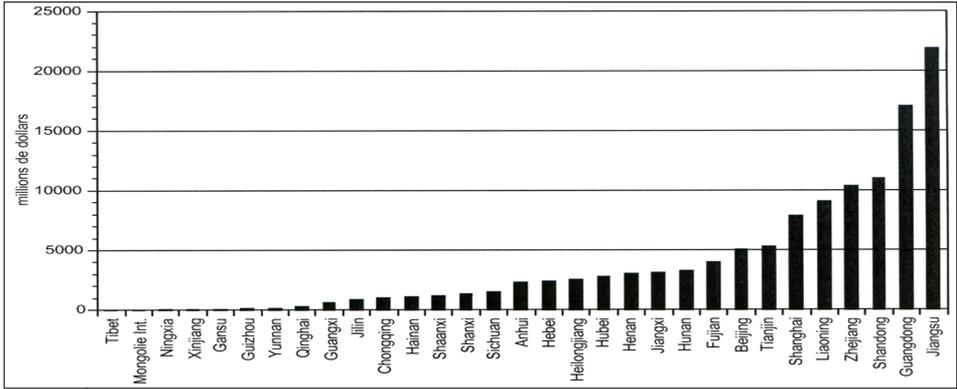


Figure 4 b. Les I.D.E. dans les provinces chinoises en 2007, en valeur par habitant (dollars américains)

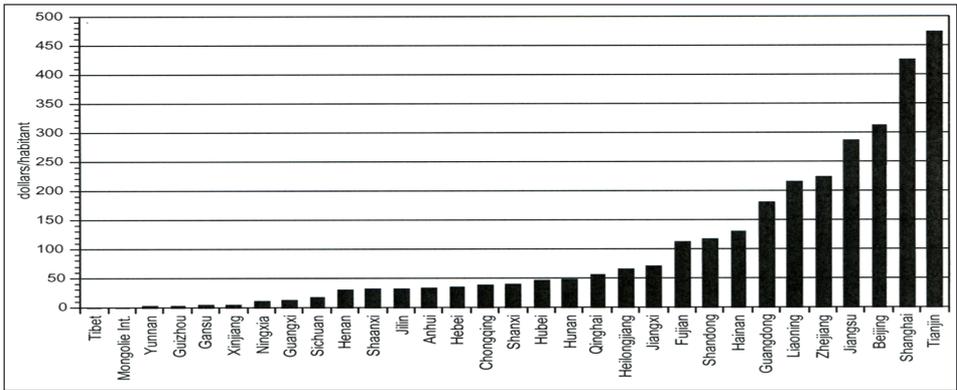
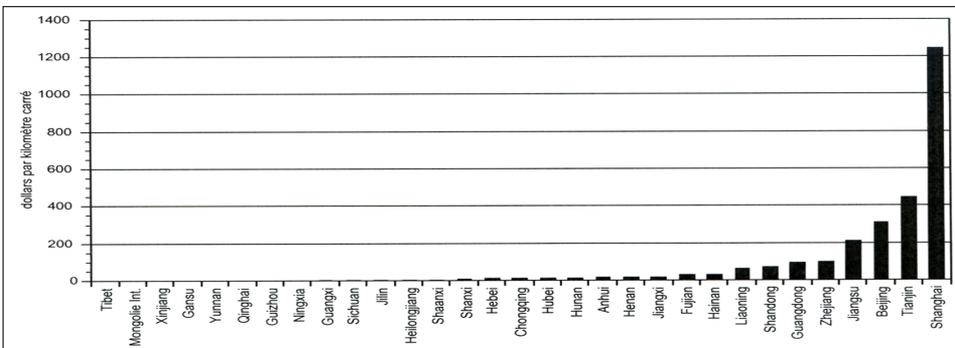


Figure 4 c. Montant des I.D.E. dans les provinces chinoises en 2007, rapporté à la superficie (dollars américains)



Source : Profiles of China provinces, cities and industrial parks, Hong Kong Trade Development Council, <http://www.hktdc.com/info/mi/a/mpcn/en/1X06BOQA/1/Profiles-Of-China-Provinces-Cities-And-Industrial-Parks/China-Cities-Provinces.htm>.

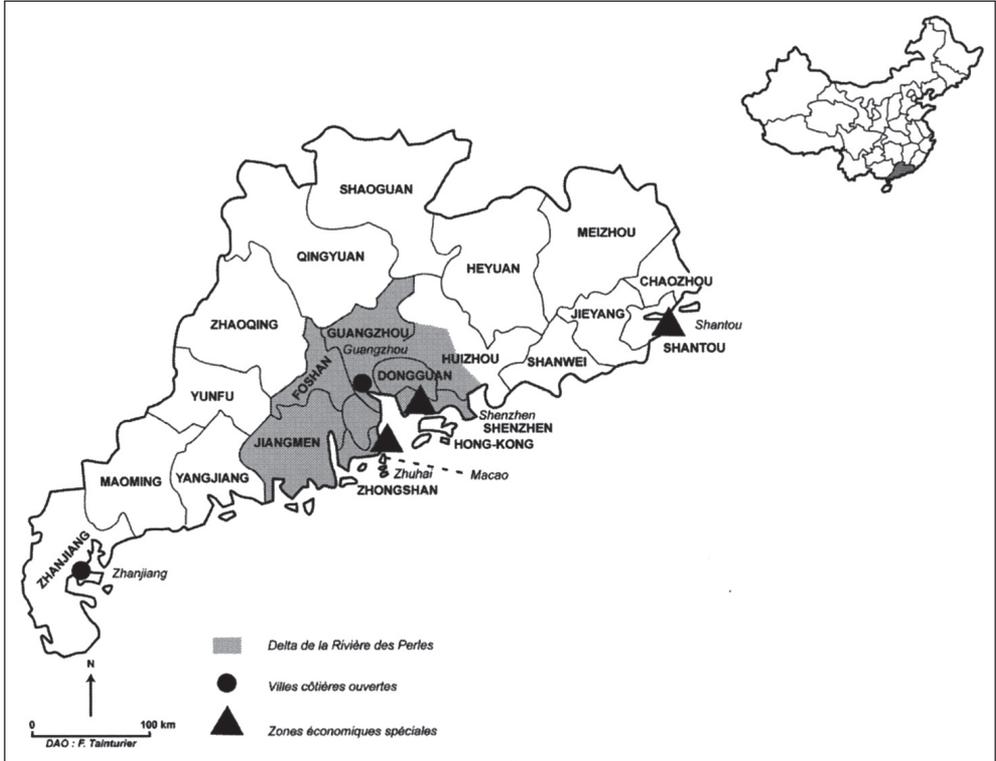
Pourtant, en 1980, la province de Guangdong était aussi pauvre que le reste de la Chine, avec un revenu moyen par habitant de 323 yuans, à peine au-dessus de la moyenne nationale (313 yuans). En 1993, le revenu moyen y était de 3910 yuans (près du dou-

ble de la moyenne nationale, 2100 yuans). Espace largement rural, moins industrialisé que le reste de la Chine en 1980 (le secteur secondaire ne représentait alors que 32% du PIB provincial, contre 49% pour la Chine entière), le Guangdong, principalement dans

le delta, est devenu en quelques années l'atelier de la Chine et du monde, un "5<sup>ème</sup> dragon" [Yuen, 2007] après Taïwan, la Corée du Sud, Singapour et Hong Kong : en 1993,

l'industrie y représentait désormais 72% du PIB, soit bien davantage que pour le pays tout entier (52%). En 2007, l'industrie assure encore 51% du PIB du Guangdong.

Carte 2. Le delta de la Rivière des Perles au sein du Guangdong



Les statistiques disponibles à l'échelle des préfectures du Guangdong<sup>2</sup> montrent de grosses disparités au sein de la province. Les districts périphériques, dans les zones montagneuses relativement éloignées de Canton et Hong Kong, restent fortement marqués par l'agriculture. Par contre, l'industrie et les services dominent largement le Delta de la Rivière des Perles. Les trois secteurs d'activité économique occupent chacun le tiers environ de la main-d'œuvre de la province en 2008 : secteur primaire 28,8%, secteur secondaire 38,9%, secteur tertiaire 32,2%), mais que de contrastes !

Les agriculteurs sont nettement majoritaires dans les districts Zhanjiang (66%), Yunfu (62%) ou Heyuan (60%) mais quasiment

absents de Shenzhen (0,1%) Dongguan (2%) ou Foshan (7,7%). Le secteur industriel emploie moins de 20% des résidents de Zhanjiang, Yunfu, Qingyuan ou Heyuan mais, dans le delta, il occupe 54% des actifs de Foshan, 54% à Shenzhen, 64% à Dongguan, 68% à Zhongshan. Le secteur tertiaire, faible à Yunfu (19%) ou Maoming (20%), emploie presque la moitié des personnes de Guangzhou/Canton (48,6%) et Zhuhai (49,8%). La contribution des trois secteurs aux PIB locaux est tout aussi contrastée : le secteur primaire ne compte que pour 0,1% à Shenzhen, mais encore 27,4% à Yunfu. Pour le secteur industriel, la contribution au PIB varie entre les 36,7% de Zhaoqing et les 65,6% de Foshan, tandis que le tertiaire domine

<sup>2</sup> Guangdong Statistical Yearbook 2007

([http://www.gdstats.gov.cn/tjnj/ml\\_e.htm](http://www.gdstats.gov.cn/tjnj/ml_e.htm)).

maintenant l'économie de la métropole du delta, Canton (59% dans le district Guangzhou), et se développe partout ailleurs (minimum 28,4% à Yunfu).

Les inégalités intra-provinciales sont particulièrement perceptibles dans le PIB/habitant et les revenus fiscaux des préfectures. Les ressources fiscales par habitant de Shenzhen s'élèvent en effet en 2008 à 9128 yuans, soit 23 fois plus que les 390 yuans de Jieyang. Le PIB/hab est plus de 15 fois supérieur à Shenzhen (89 814 yuans) ou Guangzhou (85 854 yuans) que dans le Comté Wuhua de la préfecture Meizhou (5472 yuans). Comme ailleurs en Chine, l'écart de revenus entre urbains et ruraux ne cesse de croître (1,65 en 1982, 3,08 en 2008). Les urbains du Delta de la Rivière des Perles ont un niveau de vie les rapprochant de ceux de Pékin, Tianjin et Shanghai. En même temps qu'un abondant marché de main-d'œuvre, la région est devenue un marché de consommateurs.

Le nombre d'emplois dans la province est passé de 22,7 millions en 1978 à 55,5 millions en 2008 (+144%), alors que la population résidente ne progressait "que" de 63%, de 50,6 millions de personnes à 82,7 millions. Le nombre des résidents d'espaces agricoles a peu progressé (42,4 millions en 1978, 51,7 en 2001, + 22%) mais la population "non agricole" a bondi de 8,2 à 23,9 millions (+191%), avant que la réforme des permis de résidence ne fasse chuter la population non agricole à 38,8 millions en 2006, les "non agricoles" passant à 41,5 millions. L'accroissement naturel, comme partout en Chine, s'est nettement ralenti : natalité 22,14‰ en 1978, 11,78 en 2006, la mortalité restant stable aux environs de 5‰.

Le facteur majeur de mutation de la région a été, dans le cadre de la politique d'ouverture, la désignation de trois Zones Économiques Spéciales dans la province du Guangdong. Si Shantou, proche de la frontière avec le Fujian, est à l'écart du Delta, Shenzhen, aux portes de Hong Kong, et dans une moindre mesure Zhuhai, aux portes de Macao, ont bénéficié de la première ouverture, avec le transfert des ateliers hongkongais. Puis la désignation de l'ensemble du delta comme région économique ouverte a permis le rapide développement de Zhongshan et Foshan,

à l'ouest, et de Dongguan entre Shenzhen et Canton. Les sept districts du delta, c'est 23% de la superficie du Guangdong, mais 42% de sa population de la province, 71% de sa consommation électrique, 74% de son produit intérieur, 76% de l'épargne accumulée par ses habitants et 91% de ses exportations.

C'est aussi un des foyers majeurs des migrations intérieures chinoises. La population "flottante" y a été un des facteurs du succès des industries employant une main-d'œuvre à bon marché. Difficile à appréhender, le phénomène de la population flottante peut être estimé de manière grossière en comparant la population disposant de permis de résidence et la population résidente totale. Les statistiques officielles montrent des différences significatives selon les districts (tableau 5). Les sept districts du Delta ont une population résidente nettement supérieure à la population "enregistrée" alors qu'ailleurs dans la province, le nombre est inférieur, ce qui laisse supposer de forts mouvements migratoires des districts périphériques vers le delta.

On enregistre aussi des flux interprovinciaux. En 2008, 390 739 migrants sont arrivés au Guangdong en provenance d'autres provinces de Chine (71% vers le delta), mais dans le même temps 154 903 repartaient. Le ratio arrivées/départs est de 2,52 pour l'ensemble de la province<sup>3</sup>, mais il monte à 3,24 pour le delta (seulement 3,04 à Guangzhou, contre 4,56 à Dongguan, 6,39 à Zhuhai, avec un maximum à 15,9 pour Shenzhen). Cela indique clairement le lien entre le dynamisme économique et l'attractivité migratoire [Fan 2005].

### 2.3. Le rôle des campagnes suburbaines

L'industrialisation rurale en Chine remonte à l'époque maoïste, pendant laquelle des ateliers de réparation des outils agricoles et des entreprises communales ont été créés pour soutenir la production agricole. Mais la décollectivatisation des campagnes et la décentralisation fiscale au début des années 1980 ont permis, parallèlement à l'ouverture du pays aux capitaux étrangers, l'essor des « entreprises de bourgs et de cantons ». Les collectivités villageoises ont profité de plusieurs facteurs pour réorienter peu à peu leurs ressources vers l'industrie rurale : terrains et

<sup>3</sup> Seul le district Jiangmen présente en 2006 un solde

migratoire négatif vis-à-vis de l'extérieur du Guangdong.

**Tableau 5. Population des districts du Guangdong**

	Population résidente en 2008	Population enregistrée	Différence	Migrants dans la population résidente
Zhanjiang	6,902	7,539	-0,637	
Maoming	6,124	7,257	-1,133	
Yangjiang	2,368	2,733	-0,365	
Yunfu	2,388	2,727	-0,339	
Zhaoqing	3,803	4,103	-0,3	
Qingyuan	3,732	4,058	-0,326	
GUANGZHOU	10,182	7,842	2,34	22,9%
FOSHAN	5,952	3,643	2,309	38,8%
JIANGMEN	4,143	3,899	0,244	5,9%
ZHONGSHAN	2,511	1,464	1,047	41,7%
ZHUHAI	1,481	0,995	0,486	32,8%
SHENZHEN	8,768	2,325	6,443	73,5%
DONGGUAN	6,95	1,749	5,201	74,8%
Huizhou	3,927	3,188	0,739	18,8%
Shaoguan	2,952	3,231	-0,279	
Heyuan	2,869	3,466	-0,597	
Meizhou	4,125	5,053	-0,928	
Chaozhou	2,567	2,561	0,006	0,2%
Shantou	5,056	5,066	-0,01	
Jieyang	5,737	6,412	-0,675	
Shanwei	2,902	3,36	-0,458	

Source : Guangdong Statistical Yearbook 2009, [http://www.gdstats.gov.cn/tjnj/ml\\_e.htm](http://www.gdstats.gov.cn/tjnj/ml_e.htm), (Tables 4-5 et 4-7).

main-d'œuvre bon marché, levée de capitaux semi-formelle ou informelle, autorité exercée par la hiérarchie rurale en place, marché local et bas coûts de transactions, faible interférence du gouvernement central, adoption du système de responsabilité familiale dans les zones rurales.

Le développement de l'industrie rurale est extrêmement déséquilibré. Si l'essor économique de la Chine actuelle est lié avant tout aux contrats avec les grandes entreprises capitalistes et aux transferts de technologie, y compris avec les firmes étrangères, en *joint-venture* ("modèle de Zhujiang" venu du Delta de la Rivière des Perles), on a aussi assisté au développement local prodigieux des petites et moyennes entreprises villageoises ou familiales dans les régions côtières relativement riches en ressources, notamment le delta de la rivière des Perles et l'arrière-pays de Shanghai, deux régions du Sud-Est, le Sud du Jiangsu (Sunan) et la région de Wenzhou (Zhejiang).

Ces deux contrées côtières situées près de Shanghai et face à Taïwan sont connues depuis des siècles pour être riches : la nour-

riture y est assurée par la riziculture et la pisciculture intensives et les dépenses quotidiennes sont couvertes par des activités subsidiaires (élevage des vers à soie, petit artisanat d'art). Sunan est connu comme "le pays où les hommes cultivent, les femmes filent et tissent", tandis que Wenzhou est "le pays des artisans et des commerçants". C'est dès le début des années 1970, donc bien avant la réforme du système économique de 1982, que le modèle des usines rurales à propriété collective émerge au Sunan, avec l'arrivée d'ouvriers de Shanghai et d'intellectuels envoyés en rééducation politique, qui donnent aux villages de Sunan la possibilité de développer de nouvelles productions de biens demandés par les populations locales. On réinstalle des métiers à tisser, la production s'intensifie malgré l'interdiction théorique d'usines de type urbain dans les campagnes, et un nombre croissant de paysans se détournent de l'activité agricole pour travailler à plein temps dans ces "usines rurales à propriété collective", sans que la production agricole en souffre puisque la main-d'œuvre rurale est abondante. Dans la région de Wenzhou,

plutôt que des usines rurales, c'est dans un cadre plus privé, familial, qu'émergent les innombrables micro-entreprises, terreau des fameuses PME, qui forment la base du "modèle de Wenzhou" [Ye & Wei, 2005]. Dans un premier temps, l'ancienne tradition locale de colportage renaît, les hommes faisant commerce de petits objets importés de provinces voisines. Dans un deuxième temps, les paysans se sont mis à fabriquer eux-mêmes des marchandises, enclenchant une dynamique de marché à l'échelle nationale, puisque un nombre croissant d'habitants d'autres provinces commença à s'approvisionner dans la région de Wenzhou. Le modèle de Wenzhou fonctionne essentiellement avec des investissements privés endogènes, concentrés dans des secteurs de fabrication traditionnels, comportant peu de risques et offrant un retour sur investissement rapide, mais dans lesquels les métiers sont d'un niveau technique peu élevé. La construction d'une dizaine de halles couvertes, lieux de commerce des produits locaux, réputés pour leurs faibles prix dans un premier temps puis pour leur qualité, témoigne de l'émergence de systèmes productifs localisés dans cette région de Wenzhou, où les contacts avec l'extérieur sont anciens (commerce maritime, nombreux émigrés à Taïwan et Hong Kong et en Asie du Sud-Est). On compte ainsi aujourd'hui plus de 4000 petites usines de chaussures autour de Wenzhou, travaillant désormais pour les grandes marques étrangères autant que pour le marché chinois.

Les autorités centrales, d'abord méfiantes face à "la résurgence du capitalisme privé" à Wenzhou, vont rapidement saisir l'importance de cette région, comme au Sunan, et en faire les bases du modèle national d'industrialisation rurale qui émerge dans les années 1980. Une enquête du Comité Central, menée à la demande de Deng Xiaoping sous la houlette du grand sociologue Fei Xiaotong, montre que le modèle de Sunan est authentiquement collectif et que celui de Wenzhou, quoique marqué d'un individualisme de type capitaliste, a été largement adopté par les populations locales et a des effets positifs sur leur niveau de vie sans causer d'exploitation de la main-d'œuvre. La dynamique propre aux paysans de Wenzhou les avait amenés à élargir leurs activités : de commerciales, donc relevant d'une économie de type privé

et prohibé, elles avaient inclus, en amont, la production de marchandises dans un cadre familial. Elles pouvaient donc passer pour appartenir à une économie de type collectif avec propriété indivise des moyens de production. On retrouvait ainsi un modèle dominé par le collectivisme, mais à maille familiale. Comme le modèle de Sunan et la réforme agraire étaient déjà légitimés, celui de Wenzhou pouvait devenir politiquement acceptable.

Les *joint-ventures*, permises par les Zones Économiques Spéciales viennent alors logiquement couronner cette dynamique. Dès 1978, une expérimentation avec des capitalistes étrangers est réalisée à Shekou (Guangdong), aux portes de Hong Kong où, avant même la formation de la ZES de Shenzhen, est ouverte une zone industrielle autorisée à accueillir les investissements hongkongais. Deng Xiaoping, en désignant la région de Shenzhen, située entre Hong Kong et le Delta de la Rivière des Perles, comme modèle pour l'avenir de la Chine, exprimait ensuite sa position réformatrice face aux conservateurs communistes, message officiel entérinant une évolution idéologique qui déplaçait le débat de la question de la propriété à celle du bien-être du peuple.

La distinction entre modèles de Sunan, Wenzhou et Zhujiang a eu tendance à s'estomper dans les années 1990-2000 du fait de la diffusion et l'interpénétration des modèles d'une région côtière à l'autre. Les arrière-pays des grandes métropoles comportent à la fois des filiales en *joint-venture* de groupes étrangers, des ateliers d'origine familiale et des entreprises de village travaillant en sous-traitance pour les firmes internationales [Lin, 2009]. La proximité des marchés urbains et le développement des activités de sous-traitance pour les grandes entreprises des ZES y ont permis d'absorber le trop-plein de population agricole sans engendrer d'exode rural. Les paysages ont été bouleversés et mêlent aujourd'hui rizières et ateliers, cultures de canne à sucre et pôles logistiques.

Les entreprises rurales de Chine se sont efforcées d'exploiter des possibilités d'accès au marché international, permettant de stimuler le développement de l'économie orientée vers l'extérieur et l'amélioration de la compétitivité de leurs produits sur le marché international. Elles sont devenues aujourd'hui

une force majeure dans l'économie chinoise, assurant environ le tiers des exportations nationales. Mais l'accès aux marchés extérieurs est limité pour les zones rurales de l'intérieur du pays, et la dynamique d'enrichissement des périphéries shanghaiennes, pékinoises ou cantonaises ne s'est guère produite autour de Guiyang (Guizhou) ou Lanzhou (Gansu). La disparité nettement plus forte entre revenus urbains et ruraux dans les provinces intérieures y trouve là une des ses explications majeures.

#### 2.4. Tensions villes-campagnes

Dans une Chine de l'opulence urbaine, des *shopping malls* et des voitures de luxe, la pauvreté rurale subsiste [Chow, 2006], de plus en plus mal vécue. Les mouvements d'humeur se multiplient, dégénéralant parfois en de véritables jacqueries dont l'écho assourdi parvient désormais en Occident malgré les efforts des autorités chinoises pour étouffer les informations donnant une image non harmonieuse de la société chinoise.

On sait par exemple qu'en mai 2007, 50 000 paysans ont manifesté dans le Guangxi contre les fortes amendes et les avortements infligés par les fonctionnaires du planning familial. Dans une ville au moins, cette manifestation aurait dégénéré en confrontation avec des centaines de policiers, tandis que des véhicules officiels et des bâtiments publics étaient incendiés.

En avril 2005, dans le bourg de Huaxi (Zhejiang), la police a brutalement réprimé une manifestation paysanne contre la pollution causée par une usine d'insecticides et pesticides installée à deux pas d'une école puis saccagé le village des "meneurs", réveillés en pleine nuit. Les paysans de Huaxi ont été ensuite officiellement évincés de leur terre. En 2001, les autorités de Dongyang leur avaient "emprunté" la terre pour lancer la zone industrielle. Pendant trois ans, elles ont versé aux paysans une indemnité annuelle de 40 yuans (4 euros) par personne à charge. C'était peu pour compenser la perte des deux tiers de la surface en culture. Mais il restait au moins la fiction d'un droit à la terre, avant un brutal retour à la réalité pour les villageois. La révolte du Zhejiang illustre un ressort majeur du mécontentement des ruraux chinois : la corruption de l'État-parti. Les transactions foncières enrichissent les

hiérarques locaux, communistes et fonctionnaires, seuls investis d'un pouvoir qui échappe aux autres, comme celui de transformer une terre agricole légalement inaliénable en terrain constructible, dès lors négociable et bien plus cher. Les paysans, simples usufruitiers, n'ont que le droit de se taire.

En juillet 2005, des milliers de paysans de Sanshangang (Guangdong), opposés à la confiscation de leurs terres pour un projet industriel, se sont aussi affrontés à des centaines de policiers. Contre la vente, la pollution ou l'expropriation de leurs terres, les centaines de millions de paysans pauvres sont contraints de se défendre face à la prédation des gros propriétaires, des spéculateurs immobiliers et fonciers.

#### 2.5. Provinces pauvres et migrations

Dans les campagnes chinoises éloignées des pôles urbains dynamiques, les perspectives économiques ne sont pas bonnes non plus. L'extrême morcellement des exploitations agricoles dans un contexte de fortes densités de population comme au Sichuan, les risques récurrents d'inondations dans la moyenne vallée du Yangzi (Hunan), la difficulté de mise en valeur agricole dans les régions montagneuses ou désertiques de l'Ouest, du Sud-Ouest et des plateaux de loess poussent de nombreux ruraux à tenter l'aventure de la migration pour chercher du travail dans les ateliers industriels des zones économiques spéciales et villes ouvertes côtières, sur les chantiers de construction des grandes métropoles, voire la prostitution.

Depuis les années 1980, une vague croissante de "mingong" (travailleurs flottants) circule à travers la Chine, en quête de travail, même éprouvant et mal rémunéré, mais qui serait plus rentable que le travail agricole, dévalorisé. On estime entre 100 et 150 millions le nombre de personnes résidant aujourd'hui, de façon plus ou moins légale, en dehors du lieu pour lequel elles détiennent un hukou, bien que la législation sur le permis de résidence ait été assouplie. La Chine, à la différence de nombreux pays en développement, avait su éviter dans les années 1960-1970 un exode rural massif, par une politique vigoureuse de contrôle des mouvements de chaque individu et l'envoi à la campagne de jeunes urbains pour les "réduire au contact des masses paysannes". Elle est aujourd'hui

confrontée à la précarité urbaine, au chômage de migrants peu qualifiés, à l'exploitation de provinciaux mal informés de leurs droits. Le contraste grandissant entre le dynamisme des régions métropolitaines littorales et la pauvreté des campagnes intérieures est le moteur essentiel de ces migrations, qui posent aujourd'hui problème dans le contexte d'une crise économique mondiale qui a

ralenti le dynamisme de l'économie chinoise, touchant d'abord les plus précaires, invités à rentrer chez eux.

Les tensions sociales qui en résultent poussent aujourd'hui le gouvernement chinois à développer des mesures censées lutter contre les inégalités croissantes entre régions, et à limiter le fossé ville-campagne qui se creuse.

### 3. CORRIGER LES INÉGALITÉS RÉGIONALES

Conscient des risques politiques que peut entraîner un trop grand déséquilibre du développement spatial du pays, le gouvernement chinois a entamé dans les années 2000 des efforts visant à atténuer les contrastes les plus marquants. Développant le thème des effets d'entraînement et de la complémentarité entre les régions, il a entamé de grands travaux de désenclavement visant à mieux arrimer les régions de l'intérieur à la façade littorale. Une politique des prix plus favorable aux paysans est engagée, de façon à limiter l'exode rural. Mais on est en droit de se demander si ces politiques suffiront à inverser une dynamique qui, depuis une génération, creuse les écarts entre régions d'une part, entre villes et campagnes d'autre part.

#### 3.1. Politiques de rééquilibrage régional

En 2000, le Conseil d'État chinois a créé un "groupe de direction pour le développement de l'Ouest chinois" directement placé sous la responsabilité du Premier Ministre de l'époque Zhu Rongji, pour dynamiser l'économie des provinces du Sud-Ouest (Sichuan, Chongqing, Guizhou, Yunnan, Guangxi) et de l'Ouest (Tibet, Qinghai, Xinjiang, Gansu, Ningxia, Mongolie Intérieure, Shaanxi), qui représentent 71% de la superficie de la Chine, 29% de la population, mais seulement 17% de sa production économique. Cette mise en valeur volontariste, portée au plus haut sommet de l'État, entre autres par le président Hu Jintao, le premier ministre Wen Jiabao et le vice-premier ministre Huang Ju, rappelle les fronts pionniers brésiliens (Amazonie, Mato Grosso) ou les grands projets du stalinisme et du maoïsme. La dominante de cette politique de développement de l'Ouest est la réalisation de grandes infrastructures de trans-

port pour le désenclavement régional (réseau autoroutier reliant toutes les capitales provinciales, modernisation du réseau ferré, nouvelle voie ferrée tibétaine, aménagement de nouveaux aéroports) et la production d'énergie (mise en valeur de la vallée du Yangzi par le barrage des trois Gorges et d'une série de centrales à l'ouest du Sichuan), mais aussi, au moins dans les discours officiels, la préservation des environnements montagneux et désertiques, tout en encourageant les investissements étrangers ("*Westerners : Go West !*") et le tourisme. Selon une double logique de réplique des efforts menés dans les villes portuaires de l'Est et d'effets d'entraînement. Les régions intérieures seraient plus aptes à accueillir des investissements industriels si elles étaient bien reliées à la côte, et leur potentiel touristique serait mieux mis en valeur une fois l'accès aux sites les plus intéressants facilité. De nouvelles législations locales permettent l'accueil de capitaux étrangers et la délimitation de zones ouvertes. Des lignes aériennes directes ont été ouvertes entre Chengdu et Chongqing d'une part, des villes européennes d'autre part. Le tourisme doit bénéficier de ces nouveaux équipements, permettant d'atteindre plus aisément les sites naturels (karst tropical, paysages du désert), les villages de minorités ethniques (Miao du Guizhou, région du Xishuangbanna au Yunnan), les réserves naturelles (panda géant du Sichuan, singe doré du Guizhou) et les parcs naturels (comme Fanjingshan au Guizhou). Avec les efforts parallèles consentis en faveur des universités de ces régions, il s'agit de retenir sur place les jeunes talents, pour limiter l'exode des élites vers Pékin ou Shanghai. Du côté des militants tibétains ou ouïgours, les grands

équipements sont surtout vus comme un moyen de renforcer la mainmise chinoise sur les régions tentées par l'autonomie voire l'indépendance.

Définie par le conseil d'État sous la direction du Premier Ministre Wen Jiabao en février 2006, la "stratégie d'émergence de la Chine centrale" cherche à corriger "la réalité cuisante de l'effondrement du centre"<sup>4</sup>. Développées à l'époque maoïste, vestiges de la politique de développement des années 50 reposant sur des grands centres industriels au cœur du pays, les villes de la région ont accueilli des usines de tracteurs (Luoyang), de locomotives (Zhengzhou, Shijiazhuang), de camions (Jinan) et des usines textiles (Xi'an), mais aujourd'hui ces régions de l'intérieur attirent peu d'investissements étrangers. Cette région-clé n'a pas connu le boom économique de la côte. Une exception majeure cependant : Xi'an, étape incontournable des circuits touristiques, est aussi le principal pôle aéronautique et spatial chinois et le siège d'un technopôle d'importance nationale [Walcott, 2003], la Zone d'Exploitation de Hautes et Nouvelles Technologies de Xi'an, où on fabrique par exemple les capsules Shenzhou emmenant dans l'espace les taïkonautes chinois. Les provinces centrales chinoises (Shanxi, Henan, Anhui, Hubei, Hunan, Jiangxi), riches en charbon et traditionnels greniers céréaliers de la Chine, sont désormais considérées comme les bases arrière du développement côtier, lui fournissant les ressources minières et alimentaires indispensables, d'autant que l'espace agricole littoral se réduit avec la transformation des fertiles zones deltaïques en régions industrialo-urbaines. À l'avenir, les "goulots du développement économique et social de la Chine", comme les problèmes céréaliers, énergétiques, les problèmes des communications et des matières premières, devront trouver leur solution grâce au développement de la Chine centrale, qui est un immense marché et un "point de rayonnement dans toutes les directions". Accélérer le développement de la Chine centrale aidera "à accroître les besoins intérieurs, élargir le marché, placer le pays dans une meilleure position dans la coopération et la concurrence internationales, pour mieux faire face au défi de la mon-

dialisation économique". Le gouvernement chinois recommande une meilleure mise en valeur de la position géographique intermédiaire de la Chine centrale entre Est et Ouest, Nord et Sud, par le développement de grands centres de transports et de logistique (nœuds ferroviaires, *hubs* de transport aérien) et la production de matériel de transport (industrie automobile à Wuhan). On y trouve en effet le réseau de transports terrestres le plus dense de Chine, dont le pôle d'accessibilité maximale est Zhengzhou, carrefour essentiel entre les deux grands axes ferroviaires chinois Nord-Sud (Pékin-Wuhan-Canton) et Est-Ouest (la voie ferrée "Longhai" de la côte Pacifique à l'Asie centrale).

Une troisième politique régionale vise à revitaliser les districts d'industrie lourde du Nord-Est, l'ancienne Mandchourie. Cette région emblématique du problème spécifique de la reconversion des régions trop dépendantes d'un secteur obsolète souffre des réformes menées depuis 1980. Les entreprises sidérurgiques géantes, trop peu productives par rapport aux concurrents coréens ou brésiliens, ont dû licencier massivement, et les activités associées en ont subi le contre-coup. Une quinzaine de millions de personnes auraient été mises au chômage dans les années 1980 et 90. Le taux de chômage, nettement supérieur à la moyenne chinoise, atteint 20 à 50% dans certaines villes, posant aussi le problème de la reconversion des cadres industriels mal formés à la concurrence internationale. 70% de l'industrie est sous contrôle de l'État (contre 20% au Guangdong). Un économiste chinois a suggéré de recruter des cadres et ingénieurs occidentaux pour relancer les entreprises locales une fois privatisées, autour de concepts étrangers à la culture des cadres maoïstes : prospection des marchés, démarche qualité, "acier écologique". La pollution est en effet préoccupante. De nombreux sites industriels du Nord-Est doivent entamer la reconversion paysagère d'espaces de friches industrielles, hauts-fourneaux rouillés, affaissements miniers, affectés par une pollution très élevée de l'air, de l'eau et des sols. Cette problématique est typique des "pays noirs" (Ruhr, Lorraine, Nord - Pas-de-Calais, Midlands, Pennsylvanie, Silésie polonaise,...) et les responsables

<sup>4</sup> "The rise of Central China" (*Beijing Review*, 16 octobre

2007) - *China Information Center*, 25 mars 2008.

régionaux cherchent des solutions dans les réussites enregistrées à l'étranger. À l'exception du port de Dalian, tout au sud, qui bénéficie des dynamiques côtières et de la proximité de la Corée du Sud, le "pays noir" du Liaoning est lui aussi une région de troubles sociaux difficilement étouffés par le pouvoir central chinois, et le point de départ de migrations de travailleurs vers Pékin. Plus au nord, les provinces de Jilin et Heilongjiang sont handicapées par leur position enclavée, avec peu de possibilité d'échanges sur leurs frontières : la Mongolie et encore plus la Corée du Nord ne sont pas des partenaires sur lesquels bâtir une économie d'échanges très dynamique, malgré la définition d'une "zone de développement économique du fleuve Tumen" à la jonction Russie-Chine-Corée du Nord. Il y a plus de possibilités avec les régions de l'Extrême-Orient russe proche du Heilongjiang. Le long de la frontière se sont développés des doubles urbains transfrontaliers (Heihe/Blagovetchensk, Suifenhe/Susoïevka), mais on est encore loin du dynamisme des échanges entre Mexique et États-Unis.

Quant aux métropoles côtières, moteurs de la croissance de la Chine, on cherche à y contrôler le rythme de croissance pour éviter la surchauffe économique et l'engorgement de la circulation tout en assumant une politique délibérée de transformation radicale des espaces urbains autour des centres d'affaires aux immeubles orgueilleux et des autoroutes urbaines. L'objectif est aujourd'hui de les structurer sur le modèle des grandes villes mondiales occidentales et asiatiques (New York, Los Angeles, Londres, Paris, Tokyo, Singapour...). Cela passe par des équipements de prestige : opéras, gratte-ciel, aéroports internationaux, ponts, TGV, souvent conçus par d'illustres architectes internationaux (I.M. Pei, N. Foster, Ph. Johnson, P. Andreu, J.-M. Charpentier...) et par de grands événements culturels et sportifs (Jeux Olympiques de Pékin en 2008, Expo Universelle de 2010 à Shanghai, qui est maintenant sur le "circuit" des Grands Prix de Formule 1, Jeux Asiatiques de Canton en 2010, tournées de grands clubs de football). Ces grandes villes connaissent un remodelage en profondeur de leur espace urbain : développement de l'automobile, étalement spatial de la ville, spécialisation fonctionnelle des quartiers, verdissement des villes, promenades de front

de mer (Qingdao, Dalian), découverte tardive de la notion de patrimoine urbain (hutong et siheyuan de Pékin, lilong de Shanghai). Le principal souci est aujourd'hui de gérer le boom économique et la "surchauffe" dans un contexte de compétition croissante entre ces villes pour promouvoir une image de cité moderne, voire futuriste.

C'est donc désormais l'ensemble de la Chine qui est l'objet de politiques d'aménagement du territoire spécifiques à chacun des quatre grands espaces définis par les autorités nationales.

### 3.2. Vers un rééquilibrage villes-campagnes

Le décalage croissant entre espaces ruraux et urbains est une autre composante, on l'a vu, des déséquilibres spatiaux dans la Chine contemporaine. La fin des communes populaires, la plus grande liberté donnée aux familles paysannes dans le choix de leurs activités agricoles, ont permis de façon générale une élévation incontestable du niveau de vie dans les campagnes chinoises. Depuis les années 1980, le système contractuel de responsabilité des ménages donne aux paysans la possibilité de consommer ou vendre leurs productions au-delà des quantités fournies à l'État chinois. Les familles sont donc encouragées à produire plus pour gagner davantage et répondre donc au fameux appel de Deng Xiaoping : "s'enrichir est glorieux".

Mais la hausse des revenus agricoles a été limitée par le contrôle sur les prix imposé aux agriculteurs, de façon à éviter une hausse trop forte des coûts alimentaires en ville, liée au changement de régime alimentaire urbain, plus riche en viande et fruits (souvent importés) et conduisant donc au blocage des prix de denrées de base comme le riz. D'autre part, si la jouissance des terres est garantie, leur propriété reste collective, réduisant donc les possibilités d'investissement à long terme des paysans qui se trouvent donc entravés dans leurs perspectives à moyen et long termes.

Pour couper court aux jacqueries paysannes localisées qui se manifestent dans la Chine contemporaine, le gouvernement a annoncé la suppression d'un lourd impôt agricole national (taxe de 5% sur les productions agricoles) qui pesait depuis des siècles sur des centaines de millions de paysans. Cette suppression pourrait amener, espère

le gouvernement central, à une diminution des prélèvements locaux (taxes de district, charges, péages, corvées diverses) très mal vus des paysans qui les considèrent comme un moyen pour les cadres administratifs locaux de s'enrichir au détriment des paysans. D'autre part, l'État, autant pour élever le niveau d'éducation des enfants de paysans que pour alléger le budget des familles rurales, a décidé d'exempter de droits de scolarité les enfants des campagnes de l'Ouest, qui bénéficieront aussi de la gratuité des livres scolaires. Des efforts substantiels semblent donc consentis pour relever le niveau de vie dans les régions rurales de l'Ouest, celles qui ont le moins bénéficié de l'ouverture du pays à la mondialisation.

En même temps, les autorités centrales souhaitent poursuivre la modernisation de l'agriculture, renforcer les travaux hydrauliques agricoles et les infrastructures rurales et accélérer l'innovation agronomique.

L'objectif affiché, derrière le slogan d'une "société harmonieuse", est en fait de ralentir l'exode rural. En élevant par une politique fiscale le niveau de vie des paysans, l'État chinois espère mettre fin aux inégalités criantes qui sont à l'origine des migrations intra- et interrégionales. En pleine crise financière, le plan de relance chinois de 2008 a aussi inclus des dépenses non négligeables en faveur du monde rural.

### 3.3. Des inégalités difficiles à résorber

Pour convaincre, ces mesures doivent faire rapidement sentir leurs effets auprès des populations concernées, ce qui semble loin

d'être le cas. Les droits à la propriété des paysans chinois ne sont pas clairement affirmés et protégés. Les baux concédés aux familles paysannes par les autorités locales ne sont que de 30 ans ce qui n'incite pas les paysans à investir suffisamment pour augmenter la productivité.

De plus, et surtout en frange métropolitaine, cela ne met nullement les paysans à l'abri des expropriations au profit d'investisseurs chinois ou étrangers souhaitant implanter usines, entrepôts, lotissements résidentiels de luxe ou parcours de golf. Les manifestations de paysans dépossédés de leur terre par l'urbanisation et pressurés par des autorités locales peu scrupuleuses se multiplient à travers le pays et témoignent des conditions de vie difficiles d'une majorité de Chinois.

Du fait d'une couverture sociale extrêmement faible et du coût des soins, l'hôpital demeure inaccessible à 75% de la population rurale.

Dans ces conditions, il est difficile de convaincre les migrants de revenir à la terre, surtout lorsqu'ils ont pris goût, malgré les difficultés, à la vie urbaine et à l'atmosphère de relative liberté qu'offre la ville en comparaison du monde rural encore largement replié sur lui-même.

Quant aux investisseurs, chinois ou étrangers, ils semblent plus sensibles aux effets d'agglomération qu'aux tentatives de rééquilibrage spatial de la croissance par le gouvernement chinois. La dynamique du capitalisme mondialisé favorise dans le monde entier les façades portuaires et littorales. Pourquoi en serait-il autrement en Chine ?

---

## CONCLUSION

L'entrée dans le capitalisme mondialisé est aux sources des déséquilibres sociaux et spatiaux de la Chine contemporaine. La priorité donnée pendant deux décennies aux façades littorales leur a donné une avance difficile à rattraper sur les régions intérieures. Les dynamiques de métropolisation n'ont pas permis aux résidents des campagnes, surtout loin des côtes, de voir leurs revenus croître au même rythme que dans les grandes villes. En dépit des efforts récents de rééquilibrage régional, les inégalités géo-

graphiques en Chine devraient se maintenir dans les années, voire les décennies à venir. Le défi à relever par les autorités chinoises est donc double : comment assurer une équité sociale suffisante entre ruraux et urbains et un meilleur équilibre entre régions sans retomber dans les excès égalitaristes de la période maoïste ni poursuivre dans la voie actuelle d'une accentuation des contrastes ? Au-delà de la stabilité politique de la Chine, c'est le modèle à proposer aux pays en développement qui est en cause.

## ÉLÉMENTS DE BIBLIOGRAPHIE

- BRUN Jean-François, COMBES Jean-Louis & RENARD Marie-Françoise (2002), Y a-t-il une diffusion de la croissance entre les provinces chinoises ?, *Revue d'Économie du Développement*, vol. 16, n° 3-4, pp. 61-72.
- CATIN Maurice & VAN HUFFEL Christophe (2004), Ouverture économique et inégalités régionales de développement en Chine : le rôle des institutions, *Monde en développement*, n° 128, pp. 7-23.
- CHAN Kam Wing (2009), The Chinese Hukou System at 50, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 50, n° 2, pp. 197-221.
- CHAN Kam Wing and WANG Man (2008), Remapping China's Regional Inequalities, 1990-2006: A New Assessment of *de Facto* and *de Jure* Population Data, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 49, n° 1, pp. 21-56.
- CHOW Gregory (2006), *Rural Poverty in China: Problem and Policy*, CEPS Working Paper n° 134, Princeton University, 24 p.
- FAN Cindy (1995), Of Belts and Ladders: State Policy and Uneven Regional Development in Post-Mao China, *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 85, n° 3, pp. 421-449.
- FAN Cindy (1997), Uneven development and beyond: regional development theory in post-Mao China, *International Journal of Urban and Regional Research*, vol. 21, n° 4, pp. 620-639.
- FAN Cindy (2008), "Migration, hukou and the Chinese city", in S. Yusuf *et al.*, *China Urbanizes: Consequences, Strategies, and Policies*, Washington D.C., The World Bank, pp. 65-90.
- FAN Cindy & SUN Mingjie (2008), Regional Inequality in China, 1978-2006, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 49, n° 1, pp. 1-20.
- GENTELLE Pierre (2000), Réflexions sur l'idée de région dans la Chine des dix-huit provinces, *Hérodote*, n° 96, pp. 81-99.
- GIROIR Guillaume (2005), Statistiques et territoire en Chine, *L'Information Géographique*, vol. 69, n° 1, pp. 91-101.
- HOLZ Carsten & LIN Yi-min (2001), Pitfalls of China's industrial statistics: inconsistencies and specification problems, *The China Review*, vol. 1, n° 1, pp. 29-71.
- HU Dapeng & FUJITA Masahisa (2001), Regional disparity in China 1985-1994: the effects of globalization and economic liberalization, *The Annals of Regional Science*, vol. 35, n° 1, pp. 3-37.
- HUANG Jr-Tsung, KUO Chun-Chien & KAO An-Pang (2003), The Inequality of Regional Economic Development in China between 1991 and 2001, *Journal of Chinese Economic and Business Studies*, vol. 1, n° 3, pp. 273-285.
- JONES Derek, LI Cheng & OWEN Ann (2003), *Growth and Regional Inequality in China During the Reform Era*, Ann Arbor, University of Michigan Business School, William Davidson Working Paper n° 561, 34 p.
- LIN George (2009), *Developing China: land, politics and social conditions*, Oxon/ New York, Routledge, 343 p.
- LIU Zhiqiang (2005), Institution and inequality: the hukou system in China, *Journal of Comparative Economics*, vol. 33, n° 1, pp. 133-157.
- LU Max & WANG Enru (2002), Forging Ahead and Falling Behind: Changing Regional Inequalities in Post-reform China, *Growth and Change*, vol. 33, n° 1, pp. 42-71.
- LYONS Thomas (1998), Intraprovincial Disparities in China: Fujian Province 1978-1995, *Economic Geography*, vol. 74, n° 4, pp. 405-432.
- MCCULLOCH Neil & CALANDRINO Michele (2003), Vulnerability and Chronic Poverty in Rural Sichuan, *World Development*, vol. 31, n° 3, pp. 611-628.
- SANJUAN Thierry (2007), Approcher les dynamiques régionales en Chine, *Hérodote*, n° 125, pp. 157-185.
- WALCOTT Susan (2003), Xi'an as an Inner China Development Model, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 44, n° 8, pp. 623-640.
- WEI Yehua Dennis & FAN Cindy (2000), Regional Inequality in China : A Case Study of Jiangsu Province, *The Professional Geographer*, vol. 52, n° 3, pp. 455-469.
- WEI Yehua Dennis & YE Xinyue (2009), Beyond convergence : space, scale and regional inequality in China, *Tijdschrift voor Economische en Sociale Geografie*, vol. 100, n° 1, pp. 59-80.
- YAO Shujie, ZHANG Zongyi & FENG Gengfu (2005), Rural-urban and regional inequality in output, income and consumption in China under economic reforms, *Journal of Economic Studies*, vol. 32, n° 1, pp. 4-24.
- YE Xinyue & WEI Yehua Dennis (2005), Geospatial Analysis of Regional Development in China: The Case of Zhejiang Province and the Wenzhou Model, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 46, n° 5, pp. 342-361.
- YU Dantín and WEI Yehua Dennis (2003), Analyzing Regional Inequality in Post-Mao China in a GIS Environment, *Eurasian Geography and Economics*, vol. 44, n° 7, pp. 514-534.
- YUEN Chi-wa (2007), The Fifth Asian Dragon : sources of growth in Guangdong, 1979-1994, *Contemporary Economic Policy*, vol. 16, n° 1, pp. 1-11.